

## Les transformations institutionnelles des sciences sociales américaines

*Craig Calhoun*

Pierre Bourdieu accordait une importance particulière, à la fois pratique et intellectuelle, à la question du partage des bénéfices de la croissance. C'est en Algérie qu'il a pour la première fois eu l'occasion d'aborder la question de l'éducation comme mécanisme permettant aux moins avantagés à la fois de participer à la croissance économique et de bénéficier de l'indépendance politique. Il ne devait jamais vraiment abandonner cette idée, même s'il allait très vite développer une analyse critique des facteurs structurels qui empêchaient ce processus de se réaliser. De même, pour ce qui est de la France, les premières analyses bourdieusiennes ont toujours porté, d'une manière ou d'une autre, sur les effets des Trente Glorieuses à travers des objets aussi divers que la transformation du marché matrimonial en Béarn, le développement de la photographie comme « art moyen », et peut-être surtout le discours de participation démocratique, d'égalité des chances et de victoire du mérite sur l'héritage qui a accompagné la croissance économique. Il a montré que l'éducation, non seulement a échoué dans la production de cet ordre nouveau, mais aussi a directement contribué à la reproduction des inégalités (fût-ce en introduisant de nouvelles formes d'inégalité).

De plus, en progressant dans sa réflexion, Bourdieu est devenu de plus en plus conscient des contraintes que lui imposait sa propre

position – et celle des sciences sociales en général – dans des institutions productrices de savoir qui se transformaient tout en reproduisant les inégalités sous d'autres formes. Ses analyses exigeaient une posture réflexive que l'étude de l'institution scolaire et scientifique lui a permis de développer. La réflexivité ne signifie pas seulement une prise en compte des trajectoires sociales des producteurs, ou de leurs relations sociales immédiates, mais de tout l'appareil institutionnel dont elles dépendent, ainsi que de l'inscription de cet appareil dans le champ du pouvoir et des luttes qui se forment à l'occasion des changements sociaux. J'esquisserai, en m'inscrivant dans la démarche de Bourdieu, une brève analyse institutionnelle de l'évolution des sciences sociales aux États-Unis, afin d'ouvrir quelques pistes d'analyse sur les changements de contexte qui ont affecté leur rapport au champ du pouvoir et aux ressources économiques.

Pour la période des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, je me limiterai à une brève mise en perspective. Comme les sciences sociales françaises, les sciences sociales américaines se sont développées en dehors de l'université, parmi des amateurs, des activistes et des réformateurs. Contrairement à leurs équivalents français, elles se sont développées pour ainsi dire sans lien avec l'État central (l'État fédéral). Tout comme l'action politique, elles ont eu, en revanche, un lien très fort avec la religion, n'étant pourtant issues ni de l'anticléricalisme, ni d'un projet visant à faire de la sociologie une religion d'État (bien que de nombreux sociologues aient été issus de milieux cléricaux). Les mouvements sociaux, à l'origine de la sociologie américaine, avaient aussi souvent un fondement religieux et présentaient des revendications diverses (indigénistes, abolitionnistes, proto-féministes) pas toujours très cohérentes ni très intégrées (comme peut l'être la doctrine socialiste, par exemple). Enfin, l'enseignement supérieur était lui-même très divers, dès sa création, comprenant de nombreuses institutions soutenues par des financements hétérogènes. Lorsque les sciences sociales commencèrent à s'institutionnaliser, dans les années 1890, il n'y avait pas de centre précis et leur dispersion même leur interdisait, notamment, de prétendre à une

forme de légitimité comparable à celle que Durkheim souhaitait pour la sociologie (et qu'il fit advenir avec la création d'une chaire de sociologie et de sciences de l'éducation à la Sorbonne). Il n'existe pas non plus d'institution comparable à l'École des hautes études en sciences sociales ou au Collège de France, les sciences sociales s'étant au contraire développées en marge des grandes institutions, dans les universités nouvellement créées et souvent publiques.

### *Les universités*

L'apparition des universités modernes qui ont commencé à prendre forme, aux États-Unis, dans les années 1870, est chronologiquement liée à la professionnalisation des sciences sociales qu'elle a favorisée. Les pionnières de cette transformation sont les nouvelles universités comme Johns Hopkins, Chicago et Cornell. Elles ont subi – tout comme les universités européennes, en particulier l'université française, qui, à la même époque, se transformaient – l'influence du modèle allemand de Humboldt. Mais le système américain gardait la particularité propre de reposer sur des financements privés, conséquence de l'absence totale de centralisation qui le caractérisait. La transformation des universités en institutions de recherche ne s'est pas faite à l'initiative de l'État, malgré la participation de ce dernier à ce processus. L'hétérogénéité caractéristique des universités américaines est un trait qui persiste encore actuellement. Presque toutes les grandes universités privées étaient, à l'origine, des établissements religieux dirigés par diverses confessions protestantes ou des ordres catholiques. Quant aux établissements publics, ils n'ont pas été créés par l'État fédéral, mais par des États locaux, parfois même des municipalités.

Le nouveau modèle universitaire de type humboldtien met l'accent sur la dimension scientifique, en particulier sur les sciences appliquées et la technologie, et favorise une réorganisation de l'institution autour de la recherche dans des disciplines différenciées. Quant aux grandes institutions comme Harvard, elles ont aussi subi

directement les conséquences d'un développement qui les dépassait et ont dû s'adapter au nouveau modèle éducatif. Enfin, c'est l'avènement de la professionnalisation de la recherche au sein des facultés, avec des professeurs regroupés selon les spécialités de leurs disciplines et sous-disciplines et recrutés sur un nouveau diplôme, le PhD. À cette époque se sont formées les grandes associations professionnelles suivant le nouveau découpage en disciplines. Ce nouveau modèle s'est imposé surtout dans les jeunes universités (comme Chicago) et dans les établissements publics. C'est là aussi que se sont développées les sciences sociales<sup>1</sup>.

Ce processus de développement a produit trois effets. Tout d'abord, la division entre sciences sociales et humanités a été d'emblée plus radicale qu'en Europe, notamment en raison de la forte tendance des sciences sociales à se conformer au modèle des sciences de la nature, qui était dominant dans les universités de création récente, alors qu'il avait encore peu de légitimité dans les institutions d'élite plus anciennes où les cursus d'humanités classiques (*humanities*) et de philosophie gardaient leur prestige. D'où cette prédilection pour la science et un certain scientisme qui devaient marquer durablement les sciences sociales américaines et se perpétuer à travers les changements institutionnels du XX<sup>e</sup> siècle. Ensuite, le développement privilégié des sciences sociales dans les institutions nouvelles ou publiques a favorisé le recrutement d'étudiants issus de milieux sociaux à forte mobilité ascendante (enfants d'agriculteurs, d'ouvriers) ou en cours de reconversion (héritiers déshérités des élites locales) et représentant la première génération de leur famille à entrer dans l'enseignement supérieur. Enfin, les sciences sociales ont toujours souffert d'un manque de prestige et de légitimité lié à leur exclusion des centres traditionnels où se formait l'élite, mais aussi au refus fréquent des spécialistes des sciences « dures » de reconnaître aux sciences sociales la rigueur et la scientificité auxquelles elles prétendaient.

1. Les travaux sur l'histoire des sciences sociales aux États-Unis ne sont pas encore suffisamment avancés. Pour cette période, voir Dorothy Ross, *The Origins of American Social Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

*Philanthropie privée et action publique*

Malgré leur insertion universitaire et les contraintes spécifiques qui en résultaient, les nouvelles sciences sociales du début du siècle n'oublièrent ni leurs origines ni leur mission relative aux questions de politiques publiques et aux mouvements sociaux. L'école de Chicago en sociologie est bien connue pour avoir traité des questions raciales et de l'immigration à une époque où celles-ci étaient très impopulaires et pour avoir entretenu des liens avec des organismes à vocation sociale, comme la Hull House de Jane Addams<sup>2</sup>.

On ne peut pas comprendre ces liens, cependant, sans prendre en compte les universités, l'État, ou même les mouvements sociaux. Il convient de souligner le rôle fondamental qu'a joué le développement de la philanthropie à l'échelle du grand capitalisme, dont John Rockefeller, Andrew Carnegie, Henry Ford ont été les pionniers. Rockefeller était, par exemple, à la fois le principal financier de l'université de Chicago et le créateur d'une grande fondation philanthropique et d'autres fondations plus petites. Non seulement ils ont fait don d'une partie considérable de leur fortune, mais ils l'ont fait dans le but de créer des institutions autonomes dirigées par un conseil de directeurs indépendants. Leur mission, telle qu'elle est décrite dans un texte relatif à la Russell Sage Foundation créée en 1907, consiste dans « l'amélioration des conditions sociales et des conditions de vie aux États-Unis ». Le financement de la recherche en sciences sociales était un moyen privilégié de s'acquitter de cette mission. Une nouvelle législation financière plus avantageuse a favorisé le développement de ce type de philanthropie, qui est devenue un secteur gigantesque de l'économie et qui a eu un impact

2. Il existait aussi l'équivalent pour l'économie, l'anthropologie et d'autres disciplines. Parmi les diverses études consacrées à l'école de Chicago, voir plus particulièrement Martin Bulmer, *The Chicago School of Sociology: Institutionalization, Diversity, and the Rise of Sociological Research*, Chicago, University of Chicago Press, 1986. Sur Jane Addams, pionnière du *social work*, mais aussi de la sociologie appliquée, et emblématique de ces femmes importantes systématiquement méconnues de l'histoire de la discipline, voir Mary Jo Deegan, *Jane Addams and the Men of the Chicago School*, New Brunswick, NJ, Transaction Press, 1990.

immense sur les sciences sociales et les politiques publiques. Bien qu'on ne dispose pas de chiffres précis sur ce point, il ne fait aucun doute que les plus grandes avancées de la recherche en sciences sociales au XX<sup>e</sup> siècle ont été financées par des fondations privées plutôt que par des fonds publics.

Ce mouvement cherchait à promouvoir ce qu'Andrew Carnegie a appelé la « philanthropie scientifique ». L'idée a commencé à apparaître dans la philanthropie traditionnelle vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais elle est devenue plus explicite au tournant du siècle : le partenariat entre la science et la philanthropie privée devait littéralement changer la face du monde, en influençant à la fois les politiques publiques et les acteurs privés. C'est ainsi que la famille Rockefeller engagea un professeur de l'université de Chicago, Beardsley Rumel, pour guider ses efforts, ce qui aboutit, entre autres, à la création du Social Science Research Council (SSRC) en 1923. Le SSRC a joué un rôle fondamental au milieu du siècle, en redéfinissant de manière plus stricte les critères de la recherche en sciences sociales, en encourageant l'interdisciplinarité et le lien entre la recherche et les politiques publiques. Les débats ont été réorientés sur des questions spécifiques comme l'économie de la croissance et la politique comparée. Le SSRC a aussi contribué à développer les méthodes quantitatives dans les sciences sociales ainsi que des champs interdisciplinaires nouveaux. Ces travaux ont été essentiellement financés par les fondations – le SSRC est depuis toujours un des premiers bénéficiaires des fonds de la Fondation Ford. Le savoir ainsi produit devait avoir un effet direct sur les politiques publiques. À plusieurs reprises – comme lors de la création du système de sécurité sociale sous Roosevelt –, les gouvernements se sont tournés vers les chercheurs associés au SSRC quand ils recherchaient une expertise, ou vers des organismes parents comme le National Bureau of Economic Research (créé par le premier président du SSRC, Wesley Clair Mitchell)<sup>3</sup>.

3. Pour l'histoire du SSRC, voir Kent Worcester et Eldridge Sibley, *Social Science Research Council, 1923-1998*, New York, SSRC, 2000.

Après la Seconde Guerre mondiale est né le projet de créer un grand organisme national de recherche, quelque chose de comparable au CNRS en France. Les chercheurs en sciences sociales, dont beaucoup étaient liés au SSRC, s'y sont activement opposés, de même que les dirigeants des universités. Il a finalement été décidé que le gouvernement fédéral financerait la recherche scientifique, mais sans prendre part à la direction des institutions où elle s'effectuait<sup>4</sup>. On a alors créé un système appelé « recouvrement indirect des coûts » (*indirect cost recovery*) qui garantit aux universités le financement de leurs coûts de fonctionnement et de leurs investissements en infrastructure, en plus des financements alloués à la recherche proprement dite. Ce système visait à encourager de grands projets de recherche empirique plutôt que des réflexions d'ordre plus général du ressort de l'« intellectuel public ». Ces dispositions n'ont pas empêché la formation de liens, parfois étroits, entre de nombreux chercheurs et l'État qui finançait leurs projets. Néanmoins, elles ont empêché la mise en place d'un système unique et intégré d'organisation de la recherche scientifique. Les fonds publics ont financé des organismes universitaires très divers, publics ou privés, plus ou moins indépendants dans leur orientation. Cette diversité est devenue l'image de marque de la production scientifique aux États-Unis. Nulle part ailleurs ne semblent avoir été réunies les conditions permettant la formation de grandes institutions comparables au National Bureau of Economic Research ou au Social Science Research Council, fonctionnant comme des agences indépendantes et non gouvernementales.

### *Croissance décentralisée*

Mais si les fondations privées ont joué un rôle fondamental dans le fonctionnement de ce système, les universités en restent le cœur.

<sup>4</sup>. Les exceptions sont notables, notamment dans le domaine de la recherche militaire et de la santé.

Elles ont connu une grande phase d'expansion au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en particulier dans la période d'après-guerre où plusieurs centaines d'établissements ont été créés. Le nombre d'étudiants a été multiplié par dix depuis la Seconde Guerre mondiale – plus de 15 millions aujourd'hui –, l'accroissement maximal se situant dans les années 1960<sup>5</sup>. Cette croissance s'explique à la fois par l'explosion démographique, les politiques publiques et l'accès des femmes à l'enseignement supérieur. Elle a été essentiellement absorbée par les établissements publics particulièrement ouverts aux femmes, aux classes défavorisées et aux minorités raciales. Loin d'effacer les inégalités, cette expansion en créait de nouvelles. Si l'accès à l'enseignement supérieur était auparavant en soi un signe d'appartenance à l'élite, ce critère s'est désormais compliqué par l'apparition d'une nouvelle forme de hiérarchisation subtile dans laquelle la question de savoir à quelle université on appartenait devenait déterminante. L'importance et la complexité des différences entre les établissements étant difficiles à évaluer par les étudiants et leurs parents, le nouveau système a eu pour effet de mieux dissimuler la hiérarchisation sociale des universités.

Afin de répondre à cette demande, le nombre de professeurs a été multiplié par quatre, pour atteindre aujourd'hui le million. Plus de 43 000 doctorats sont décernés chaque année (contre 615 en 1920)<sup>6</sup>. On peut interpréter cette croissance, là aussi, autant en termes d'égalisation des chances qu'en termes de production de nouvelles formes d'inégalité. Les jeunes scientifiques ont été plus nombreux à trouver des emplois, mais dans des conditions de travail intellectuel qui avaient dramatiquement changé (ces transformations devaient devenir plus radicales encore avec la récession des années 1970 et la réduction générale des budgets). Le titre de « professeur » lui-même devenait plus ambigu, revêtant désormais diverses significations selon les contextes, selon que les institutions étaient

5. Sur les implications de cet accroissement, voir Craig Calhoun, « The Specificity of American Higher Education », *Comparative Social Research*, vol. 19, 2000, p. 47-81.

6. Source : US Bureau of Census, 1976 ; National Center for Educational Statistics, 1996, 1997, 2002.



grandes ou petites, publiques ou privées, selon qu'elles étaient plus ou moins sélectives, etc.<sup>7</sup>.

On assiste en même temps à une redéfinition des conditions de la pratique de la recherche. Activité jusque-là à temps partiel, menée par des agents dont la fonction première était l'enseignement, elle devient une entreprise de grande envergure, nécessitant des investissements importants financés par des organismes externes et une organisation souvent complexe. En conséquence, elle devient l'apanage d'une petite minorité d'universités dites « de recherche », qui se distinguent des autres, de manière non formelle, plutôt par un statut social et un prestige plus élevés que par une mission de recherche clairement définie. La productivité en matière de recherche est l'un des mécanismes centraux qui permettent aux institutions de se distinguer les unes des autres dans la hiérarchie du prestige, et c'est une des exigences auxquelles elles soumettent leurs professeurs, même quand elles y consacrent elles-mêmes un minimum de leurs ressources en temps et en argent.

Cette croissance de l'université dans l'après-guerre a eu pour effet de faire disparaître l'amateurisme et d'intégrer les « intellectuels publics » au système universitaire<sup>8</sup>, avec pour conséquence l'explosion du radicalisme de gauche sur les campus dans les années 1960, mais aussi le maintien des énergies contestataires à l'écart des mouvements sociaux et leur investissement dans les limites plus étroites de la politique universitaire. Si les professeurs en sciences sociales restent largement engagés dans les mouvements sociaux, ce sont surtout ceux d'entre eux qui travaillent dans les organismes les moins prestigieux et les moins orientés vers la recherche. De plus, les agents sont partagés entre des demandes contradictoires – engagement public d'un côté, exigence de productivité de l'autre – source pour

7. Quoique plus nombreuses, ces divisions ne sont pas sans évoquer les analyses de Pierre Bourdieu à propos du décalage entre titres et postes qui a suivi l'expansion du système universitaire français à la fin des années 1960 et au début des années 1970, mais aussi ses analyses des différences qui séparent, dans le corps enseignant, les détenteurs du pouvoir de reproduction des chercheurs novateurs. Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

8. Cette évolution a été décrite par Russell Jacoby dans *The Last Intellectuals*, New York, Basic Books, 1987.

eux de tensions d'autant plus fortes qu'ils doivent affronter la concurrence des collègues des grandes universités.

Les sciences sociales ont été particulièrement concernées par la croissance des années 1950 et 1960, surtout dans le secteur public et en dehors des centres anciens toujours dominants. Il en résulte, pour les membres de ces disciplines, un surcroît d'anxiété lié à la recherche d'un statut social (*status anxiety*). Dans le contexte de l'explosion de la demande d'études en sciences sociales chez les étudiants, les spécialistes de ce secteur faisaient figure d'arrivistes aux yeux de leurs collègues des disciplines classiques et de faux scientifiques auprès des spécialistes des sciences « dures ». Entrés en sciences sociales dans les années 1960, certains ont cherché à conserver leur engagement politique, malgré l'environnement hostile. D'autres ont adopté une stratégie de mise à distance des questions politiques ou des questions de politiques publiques, dans l'espoir de paraître plus « scientifiques ». C'est à cette époque que l'économie s'est imposé une mathématisation à outrance qui l'a conduite à marginaliser l'étude des problèmes empiriques concrets. Elle s'est fermée sur elle-même, interrompant toute relation avec les autres disciplines en sciences sociales. À des degrés divers, la sociologie et les sciences politiques se sont mises alors à éprouver une « envie d'économie » et se sont tournées massivement vers les théories du choix rationnel, susceptibles d'apporter une solution prétendue scientifique, parmi celles envisageables, au problème que leur pose leur faible légitimité.

Bien plus, lorsque la conjoncture d'expansion se renversa à la fin des années 1970 et 1980, les sciences sociales en subirent fortement le contrecoup, ce qui s'explique en partie par le fait que les élites alors au pouvoir les rendirent responsables de la contestation des années 1960, mais aussi par une fuite générale des étudiants et des capitaux vers les filières professionnelles. En dehors des écoles d'infirmières et des filières pédagogiques, le développement des écoles à vocation professionnelle entraîna un afflux d'étudiants de sexe masculin. *A contrario*, la féminisation massive des sciences sociales à cette époque ne reflète donc pas seulement l'intérêt croissant des femmes pour ces disciplines ou la croissance du niveau d'instruction des

femmes, mais aussi et surtout la forte discrimination sexuelle qui caractérise l'enseignement professionnel.

### *Le développement des écoles professionnelles*

Les écoles professionnelles, organisées en divisions, sont intégrées aux universités (comme elles n'ont ni le statut ni l'autonomie des grandes écoles françaises, on ne rencontre pas aux États-Unis la même opposition qu'en France entre deux modalités d'organisation de l'enseignement supérieur). Mais, particulièrement dans les années récentes, elles se sont développées grâce à des ressources spécifiques – provenant par exemple des entreprises lorsque celles-ci choisissent de financer la création d'une chaire professorale, ces investissements étant déductibles, à titre de don philanthropique, de leurs revenus imposables. Mais ces dotations, au lieu d'engendrer des institutions tournées vers le « progrès de l'humanité », comme c'était le cas des anciennes fondations privées, ont créé des organismes universitaires tournés vers la défense d'intérêts professionnels et sectoriels. L'importance des capitaux investis a par ailleurs conduit certaines écoles à fonctionner sur le modèle privé de l'entreprise commerciale. Les liens avec les disciplines des sciences humaines se sont distendus, mettant en question l'indépendance intellectuelle de ces établissements et menaçant l'unité interne de l'université.

En se multipliant, les écoles professionnelles – et en particulier les écoles de commerce qui ont attiré dans leurs rangs des centaines de sociologues, d'économistes et d'anthropologues – sont devenues les principaux employeurs des chercheurs et enseignants en sciences sociales. Si ce processus a en partie assuré la survie des sciences sociales, il a aussi contribué à leur transformation. Tout d'abord, l'intérêt des chercheurs s'est réorienté vers les questions qui préoccupent leurs étudiants. Si l'on voulait écrire une histoire de l'étude des organisations ou de la sociologie économique, par exemple, on ne pourrait manquer d'invoquer le rôle des écoles de commerce et des financements privés. Autre transformation : la division, à l'intérieur

d'une même discipline, entre des professeurs plutôt orientés vers les domaines professionnels et d'autres qui, animés par une « curiosité scientifique » plus traditionnelle, continuent à consacrer l'essentiel de leur activité à des programmes de recherche autonomes<sup>9</sup>. Cette division s'est encore accentuée du fait des stratégies de distinction mises en œuvre dans les disciplines « scientifiques » et visant à écarter les matières orientées vers des finalités plus pratiques (comme on a pu l'observer avec le retrait de la finance des cursus d'économie et son introduction dans les cursus des enseignements de gestion). C'est ainsi que l'idéologie de la pureté intellectuelle et scientifique s'est en fait, paradoxalement, trouvée renforcée (de manière souvent aveugle d'ailleurs, dans la méconnaissance des mécanismes de domination qui font que seules les universités dominantes peuvent se permettre de professer une telle idéologie).

#### *Le financement de la recherche : l'État et le marché*

Le gouvernement fédéral finançait la recherche plus généreusement dans l'immédiat après-guerre qu'il ne le fait actuellement. Mais ces financements existent, et pour l'essentiel ils vont aux sciences appliquées et à l'ingénierie. Néanmoins, il existe un large secteur de financement public des sciences sociales. Comme il faut s'y attendre, ces financements étaient souvent liés à des programmes politiques que les scientifiques jugeaient douteux – tel le soutien à certains domaines d'études lors de la guerre froide. Si certaines disciplines, comme les relations internationales, sont généralement proches des intérêts des gouvernements et ne demandent qu'à contribuer directement à l'élaboration des décisions et des politiques publiques, les sciences sociales dans leur ensemble ont gardé une

9. Cette distinction demeure problématique, parce que beaucoup de projets appartiennent à la fois à la recherche fondamentale et à la recherche appliquée, mais elle remplit une fonction idéologique en permettant de justifier le financement de la recherche universitaire par la perspective ultérieure d'applications pratiques. Voir Donald Stokes, *Pasteur's Quadrant*, Washington, Brookings Institution, 1997.

attitude plutôt réservée vis-à-vis de l'État, hésitant à accueillir avec trop d'enthousiasme une manne bienvenue mais susceptible de compromettre leur neutralité éthique et politique.<sup>10</sup> Cette attitude ambivalente a été poussée au maximum pendant la guerre du Vietnam, période au cours de laquelle un grand nombre d'études critiques de la politique américaine ont pu voir le jour grâce à des financements publics indirects.

Mais l'essentiel des financements publics de la recherche provient moins de l'État fédéral que des États locaux, qui financent les emplois de chercheurs et d'enseignants, les bourses d'étudiants, notamment celles destinées aux étudiants issus des couches sociales les plus défavorisées, plutôt plus intéressés par la sociologie que les autres. Qu'il s'agisse des emplois ou des bourses, ces deux formes d'aide publique à la recherche et à l'enseignement sont aujourd'hui en déclin.

Les ressources de la recherche proviennent donc aujourd'hui de l'État, même si les fondations continuent à jouer un rôle important. Il se crée parfois de nouvelles fondations, comme la fondation Gates, mais elles financent moins les sciences sociales que ne le faisaient les anciennes. Il existe surtout aujourd'hui de nouvelles modalités de financement des institutions universitaires par les capitaux privés, parmi lesquelles d'abord de nouvelles formes de partenariat avec les entreprises, ensuite les droits versés par les étudiants et leurs familles, mais aussi des dons monétaires.

J'ai mentionné précédemment le rôle des entreprises industrielles dans le développement des écoles professionnelles. Ce modèle, aujourd'hui, a pris de l'extension. Les universités, désormais, essaient de tirer directement profit des découvertes et inventions réalisées par leurs scientifiques, par la prise de brevets ou l'association avec des entreprises qui en développent les applications, ou encore par la vente anticipée aux entreprises des droits sur les découvertes à venir. Ces pratiques ne concernent encore, pour le moment, que les écoles

<sup>10</sup> Lisa Anderson, *Pursuing Truth, Exercising Power : Social Science and Public Policy in the Twenty-First Century*, New York, Columbia University Press, 2003.

professionnelles, auxquelles il convient d'ajouter l'économie, la seule discipline à être financée selon ce modèle. Mais il faut signaler, d'une part, que plusieurs universités ont récemment créé des filiales dont le rôle est de monnayer les produits du savoir (bien que peu d'entre elles aient réussi à devenir bénéficiaires avant la récession de 2000-2002) et, d'autre part, que les universités américaines disposent d'un personnel nombreux, spécialisé dans la gestion de leur « propriété intellectuelle » et à la recherche de nouveaux moyens pour convertir du travail scientifique en biens et services consommables.

Outre ces liens directs avec les entreprises commerciales dont l'importance est indéniable, il existe d'autres liens, indirects, tout aussi importants. Il s'agit d'une nouvelle vague de philanthropie donnant lieu, comme l'ancienne, à des transferts massifs de capitaux engendrés par les exemptions fiscales, mais cette fois directement attribués aux universités. Les anciens établissements d'élite ont été les premiers à bénéficier de la concentration de la richesse aux États-Unis. Ils sont financés par la combinaison de régimes fiscaux avantageux, de campagnes de financement réalisées par des professionnels, ainsi que par d'anciens élèves reconnaissants envers ces institutions qui les ont aidés à consolider leur position sociale. Ces sources de revenus ajoutent des milliards aux revenus que des universités comme Harvard, Duke et Stanford retirent de leurs investissements en capitaux habituels. Pour donner quelques chiffres et un exemple, Harvard possède un capital de 20 milliards de dollars dont les intérêts annuels équivalent au quart du budget de la National Science Foundation, le principal organisme gouvernemental de financement de la recherche. Ces bénéfices couvrent 30 % du coût de fonctionnement de l'université.

En d'autres termes, les universités les plus riches sont des acteurs essentiels dans la définition des programmes scientifiques, ne dépendant en cela ni des fondations privées ni de l'État (bien qu'elles reçoivent des financements importants des unes et de l'autre). Il faut noter que les dons monétaires ne sont en général pas totalement désintéressés, ceux qui ont fait fortune dans le commerce tendant, par exemple, à financer des études commerciales, parfois la recherche

médicale, mais beaucoup plus rarement la recherche sur les inégalités sociales. L'éventail des domaines couverts par les donations est cependant assez large, et la gestion au sein des universités suffisamment souple, pour permettre une répartition de l'aide sur plusieurs secteurs d'enseignement et de recherche.

Les universités d'élite imposent par ailleurs des frais de scolarité de 25 000 dollars par an à leurs élèves. La possession de ces sommes immédiatement utilisables est l'occasion d'un jeu complexe de la part de ces universités. Pour les dix ou vingt plus grandes d'entre elles, cet argent ne constitue pas une réelle ressource, car il est utilisé pour financer les bourses des étudiants qui ne peuvent acquitter leurs frais de scolarité. Le système parvient ainsi à donner de lui-même l'image d'une institution dont l'accès est conditionné par le mérite plutôt que par la fortune ou la classe sociale, ce qui accroît encore son intérêt et son pouvoir attractif aux yeux de ceux à qui leurs revenus permettent d'y entrer. Mais son fonctionnement repose aussi sur une forme de rémunération différée, résultant du versement ultérieur, par les anciens diplômés de ces universités, de sommes, sous forme de dons à leur faculté, beaucoup plus élevées que celles que représentaient leurs frais de scolarité. À mesure que l'on descend dans la hiérarchie des universités, les frais de scolarité prennent une place plus grande dans les budgets (et les universités les moins prestigieuses sont par conséquent aussi les moins en mesure d'attirer les bons étudiants avec des bourses d'études). L'équilibre entre les rentrées d'argent et les dépenses en bourses d'études met en jeu, dans les universités de second ordre, des questions de prestige ; ces universités peuvent, en effet, choisir d'accroître leur politique de prestige au prix d'une diminution du revenu qu'elles tirent de la scolarité de leurs étudiants.

La quête du profit par les universités, quelle que soit leur richesse, ne doit pas surprendre. La recherche importe moins ici pour les ressources financières qu'elle apporte que pour la ressource symbolique qu'elle représente, le capital économique pouvant se reconvertir en capital culturel. Obtenir un bon classement dans la hiérarchie des établissements scientifiques est un moyen d'acquiescer ou de mainte-

nir son prestige, ce qui crée un marché du travail très compétitif et même un véritable *star system*. Inversement, leur position favorable dans le classement permet aux plus grandes universités d'attirer les meilleurs étudiants en dépensant un minimum d'argent en bourses d'études.

Cependant, l'admission n'est vraiment très sélective que dans un petit nombre d'institutions : Harvard, Yale, Princeton et celles de l'« Ivy League », Stanford, Duke, Northwestern et peut-être vingt autres universités et une douzaine de petits collèges de *liberal arts*. Certaines universités publiques, comme Berkeley ou l'université de Caroline du Nord, sont suffisamment bien classées pour se permettre de vendre du capital culturel à des tarifs réduits et elles tendent à participer activement à la compétition pour attirer les meilleurs chercheurs. Mais la plupart des universités vendent un label plus générique et ont moins de raisons d'employer des professeurs prestigieux. Le phénomène des rivalités et des surenchères entre universités pour s'attacher des « stars » existe bien, mais le travail universitaire s'est, dans l'ensemble, largement prolétarisé — avec des charges d'enseignement toujours plus lourdes et une diminution de la sécurité de l'emploi, de la liberté dans le choix des orientations, et de l'autonomie sur le lieu de travail.

Mais revenons à l'histoire contemporaine des sciences sociales. Celles-ci ont toujours trouvé un accueil plus favorable dans le secteur public que dans le secteur privé, et dans les institutions nouvelles plutôt que dans les anciennes. Elles n'ont pu s'établir dans les grandes institutions que dans la mesure où elles ont pu être « domestiquées » : elles ont dû alors renoncer à leur fonction critique et ont fini par être liées à la richesse plutôt qu'au capital culturel et à la mobilité sociale des nouveaux entrants dans le monde universitaire. L'économie et la psychologie se sont à cet égard mieux intégrées dans les institutions d'élite que la sociologie. Dans l'ensemble, les sciences sociales souffrent plus que les autres disciplines des réductions des budgets publics dont elles ont toujours beaucoup dépendu au niveau local, sous l'effet du néo-libéralisme ambiant. Mais ces conséquences négatives ne sont pas réparties équitablement. Le



devenir actuel des sciences sociales ne dépend pas seulement des préférences des organismes gouvernementaux, ni de celles des fondations, mais bien plus des choix financiers des universités les plus prestigieuses.

Je conclurai sur les effets de la mondialisation et de la diffusion du « modèle américain », questions qui ont beaucoup préoccupé Bourdieu pendant les dernières années de sa vie. Il faut tout d'abord noter que ces préoccupations avaient un lien beaucoup plus fort avec le reste de son œuvre qu'on n'a généralement voulu l'admettre. Si les outils intellectuels qu'il a précédemment développés continuent à être applicables pour ce type d'analyse, le processus observable dans la nouvelle conjoncture est l'inverse de celui qu'il a décrit durant la période de croissance d'après-guerre. S'il avait alors mis l'accent sur l'inégalité dans la répartition des gains et le partage des coûts de l'expansion économique, Bourdieu a vu dans le développement du néo-libéralisme un nouveau système de distribution. Il a souligné les limites de la régulation des inégalités que pouvaient offrir les financements publics. Il a insisté sur le fait que les correctifs aux inégalités ne viendraient pas simplement d'un progrès spontané, mais des luttes sociales concrètes. Avec le recul des financements publics à l'ère néo-libérale, notamment de l'éducation, et avec la soumission croissante aux logiques du marché, il constatait que même les modestes acquis obtenus précédemment allaient disparaître.

On peut faire l'hypothèse que le néo-libéralisme, qu'il soit national ou importé *via* le modèle américain, aura des conséquences plus pernicieuses en Europe qu'aux États-Unis, dans la mesure où il n'y existe pas (ou pas encore) de structures institutionnelles permettant le financement privé d'entreprises d'utilité publique. Le nouvel ordre économique, à la fois dans la croissance et dans la récession, s'établira à travers la médiation des institutions existant dans les différents pays, ainsi qu'à l'échelle mondiale. Il est bien dans la ligne des analyses bourdieusiennes de souligner que les arrangements institutionnels comptent beaucoup. Et tandis que divers champs (dont

#### LES SCIENCES SOCIALES ET L'ÉTAT

le champ scientifique, ou le champ des sciences sociales) luttent pour leur autonomie relative au sein du champ du pouvoir, il nous faut admettre que ce dernier n'est pas seulement constitué par les forces de l'État d'une part et les forces du marché d'autre part, mais par des formes diverses de capital sous contrôle privé, dans des institutions aux organisations complexes et variées. Cette dimension du champ du pouvoir reste négligée par les sciences sociales. Elle a aussi été la force qui les a formées.